

**ÉDUCATION.** Le projet de carte scolaire du premier degré pour la rentrée de septembre 2026 présenté hier aux organisations syndicales

## « Quasiment une école sur cinq est touchée dans la Manche »

**AU SORTIR** du comité social d'administration spécial départemental (CSA SD) qui s'est tenu hier matin, le ressenti était sans équivoque parmi les représentants du personnel présents : « 5 heures de comédie », « une catastrophe », « un coup de massue », « une logique comptable ».

Ce lundi, le directeur académique des services de l'Éducation nationale (Dasen) a réuni les élus des cinq organisations syndicales appelées à siéger au CSA SD (FSU, CFDT Éducation, Sud Éducation, FO et UNSA) pour leur présenter son projet de carte scolaire du premier degré à la rentrée de septembre 2026. À ce stade, ce projet non définitif peut encore être amendé.

**56**  
classes

**C'est le nombre de classes menacées de fermeture sur 254 écoles, selon la FSU, qui cite le projet de carte scolaire du Dasen.**

Comme de coutume, il est question au CSA SD d'annonces de fermetures et d'ouvertures de classes, parfois de regroupements d'écoles. « La carte scolaire repose sur une analyse des effectifs des élèves à partir de laquelle sont répartis les postes d'enseignant, rappelle le ministère de l'Éducation nationale. La décision d'ouvrir ou de fermer une classe, donc d'ajouter ou de retirer un poste d'enseignant, relève du Dasen. » Et dans la Manche, la démographie est en baisse.

Selon le syndicat FSU, qui a détaillé le projet qui leur a été présenté par le Dasen (lire ci-contre), la Manche comptera 843 élèves en moins à la rentrée prochaine, soit « 0,5 élève en moins par



Le groupe scolaire Buisson-Zola de Tourlaville (maternelle et élémentaire) figure parmi la liste des écoles où une classe pourrait fermer selon le projet présenté par le Dasen aux organisations syndicales hier matin. Jean-Paul BARBIER

classe». « Cela nous vaut, de la part du ministère de l'Éducation nationale, une suppression de 31 postes, commente l'organisation syndicale, explique la FSU. Au total, le Dasen a décidé la suppression de 56 classes, dont deux moyens provisoires, et l'ouverture de huit classes, dont un moyen provisoire qui disparaîtra en juin 2026, ainsi que le maintien de deux moyens provisoires. »

L'organisation syndicale résume encore : « Cinq classes ferment dans des RPI déconcentrés sur plusieurs sites, ce qui menace grandement leur existence. 14 classes ferment dans des écoles avec une unité localisée pour l'inclusion scolaire (ULIS), ce qui va gravement compliquer l'inclusion des élèves dans les classes. 40 classes ferment dans des écoles rurales (dont 19 en zone rurale éloignée), ce qui va encore abîmer le mail-

lage du territoire par les services publics. 27 classes ferment dans des communes avec un indice de positionnement social (IPS) inférieur à la moyenne manchoise. Trois classes ferment dans des écoles en REP (réseau d'éducation prioritaire) rural. » Lors du CSA SD, l'ensemble des organisations syndicales a voté contre ce projet de carte scolaire.

### Baisse démographique

« Le nombre de postes à rendre et de fermetures de classes est important, commente Virginie Laisné, de la FSU. Pour l'heure, c'est une proposition du Dasen, une carte scolaire provisoire qui peut encore être ajustée. On est conscients de la baisse démographique, mais on souhaitait justement en profiter pour améliorer les conditions d'apprentis-

sage de nos élèves. Avec les suppressions de postes, le nombre d'élèves par classe ne va pas diminuer. C'est la politique du ministère de l'Éducation aujourd'hui : vouloir faire des économies mais ne pas donner aux écoles les moyens de fonctionner. »

Même analyse du côté de la CFDT Éducation Normandie. « Pour nous, c'est catastrophique, regrette sa représentante Valérie Levavasseur. La baisse démographique justifie ce choix brutal, alors que cette baisse est une réalité depuis des années. Quasiment une école sur cinq est touchée aujourd'hui dans la Manche. On imagine l'inquiétude pour les collègues concernés, puisque la perspective de retrouver une classe près de chez eux est faible quand on connaît le nombre d'ouvertures. Ce n'est jamais facile de subir une mesure de carte scolaire. »

Les professeurs des écoles,

justement, sont aussi évoqués par Olivier Lachèvre, de FO : « Ces fermetures qui se profilent risquent de mettre en difficulté des enseignants, de compliquer leurs conditions de travail. Ils se retrouvent dans une situation d'insécurité. »

Il souligne également les conséquences de ces fermetures de classes sur les conditions d'apprentissage des élèves : « Mécaniquement, le nombre d'élèves par classe augmente. Quand je vois cette baisse démographique, quand on nous serine à longueur d'année que le niveau des élèves devrait être meilleur, que le classement des Français dans le PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves) n'est pas bon, je trouve que fermer des classes est contradictoire. On cherche à réaliser des économies sur le dos de l'apprentissage des élèves et des conditions de travail des profes-

seurs. C'est aussi un très mauvais signal envoyé aux familles. »

Et de poursuivre : « Le ressenti, c'est que le service public de proximité s'éloigne encore, notamment dans les campagnes. Prenez l'exemple de Réville, où il est prévu qu'une classe ferme. Certes, l'effectif est faible. Mais vous avez à Barfleury une école privée qui ferme ! Fermer une classe dans le public quand une école privée ferme à côté, c'est envoyer un très mauvais signal. »

### « L'école publique doit être soutenue »

Certaines classes ont été « sauvées », tout du moins temporairement, à Montebourg, Pirou et Isigny-le-Buat. « Il reste aujourd'hui au Dasen encore neuf postes, neuf moyens sous le coude, note Florence Desramé, de Sud Éducation. Et le préfet aura un droit de regard sur ce qu'il va se passer. La prochaine négociation va être avec le politique. On sait que le Dasen a une enveloppe restreinte, mais il a fait des choix qu'on ne partage pas. »

Et d'ajouter : « On a essayé de mettre l'accent sur les écoles où l'IPS est faible, des milieux ruraux plus défavorisés, par exemple. Mais ce n'est pas là qu'il faut fermer des classes ! Il faut au contraire les accompagner plus qu'ailleurs. L'école publique doit être soutenue. À force de la dégrader, il y a un risque de départ des élèves vers le privé. Quand on dégrade l'école publique, on dégrade aussi la mixité sociale. »

Sollicité, le cabinet de la rectrice a indiqué que « les décisions n'étant pas arrêtées », la direction des services départementaux de l'Éducation nationale ne communiquera pas avant la tenue du conseil départemental de l'Éducation nationale (CDEN) prévu le vendredi 10 avril (lire ci-contre).

● Ludivine LANIEPCE

## Les pôles d'appui à la scolarité, une création qui pèse sur les fermetures ?

**LORS DE** la présentation de son projet de carte scolaire aux représentants du personnel, le directeur académique des services de l'Éducation nationale (Dasen) a, selon les organisations syndicales, fait état de la création de neuf pôles d'appui à la scolarité (PAS) dans la Manche, plus précisément dans les secteurs de La Hague, Cherbourg et Saint-Lô. Deux existent déjà depuis la rentrée dernière à Coutances. Mais de quoi s'agit-il ?

Pilotés par l'académie, les services départementaux de l'Éducation nationale et l'Agence régionale de santé (ARS), les PAS se déploient progressivement en France depuis 2024. « C'est un dispositif qui fait intervenir une équipe pluridisciplinaire coordonnée par un enseignant, avec un aspect médico-social, pour

les élèves qui ont des difficultés scolaires. C'est un dispositif de réponse de premier niveau pour les jeunes qui ont des besoins particuliers », explique Virginie Laisné, de la FSU.

Florence Desramé, de Sud Éducation, poursuit : « Dans chaque PAS, le coordonnateur est un enseignant à temps plein. Il fait le lien entre les équipes, le médico-social et les familles. Un PAS coûte 1,25 enseignant au détriment des classes. Qui dit neuf PAS, dit neuf enseignants à mobiliser, donc neuf fermetures de classes ailleurs. Le PAS explique aussi, pour partie, pourquoi le nombre de fermetures de classes est si important dans la Manche. » Une situation confirmée par Virginie Laisné : « Ces PAS sont créés avec les moyens existants, donc il y a des sup-

pressions de classes pour les ouvrir. »

Valérie Levavasseur, de CFDT Éducation Normandie, ajoute : « Le PAS est un nouvel outil pour les familles, mais aucun moyen n'est donné, donc on ferme des classes pour créer ces postes. Avec ces neuf fermetures, on voit que la volonté politique est assez faible. On déploie des dispositifs sans moyens et on doit fonctionner avec des moyens constants. La politique des moyens constants, c'est trop dur au fil des ans. »

Tous les élèves ayant des besoins éducatifs particuliers, de la maternelle au lycée, peuvent bénéficier du PAS. Ce dispositif s'inscrit dans la réforme de l'école inclusive portée par le ministère de l'Éducation.

● L. L.



Devant l'école Jacques-Prévert de La Hague hier. Jean-Paul BARBIER

« Supprimer une classe, c'est dégrader les conditions d'apprentissage des enfants, alourdir le quotidien des équipes éducatives et envoyer un signal négatif aux familles. L'école n'est pas une variable d'ajustement, elle est au cœur de l'avenir de nos territoires. »

ANNA PIC  
Députée PS de la Manche